

Prolongation :

Fraude sur les appels téléphoniques internationaux : le phénomène est réel au Gabon



Photo : AEE

Un autre modèle de Simbox souvent utilisé par les fraudeurs.



Photo : AEE

C'est cet appareil appelé Simbox qui facilite le détournement des appels téléphoniques.

AEE

Libreville/Gabon

De nombreux individus s'adonnent, depuis un certain temps, à une nouvelle forme de fraude au Gabon : la piraterie des appels téléphoniques internationaux, via la Simbox. Ce phénomène consiste à détourner le trafic de télécommunications entrant sur le territoire national, à travers un dispositif impressionnant de technologie.

L'ARRESTATION, le 18 mars 2016 par les agents de la police judiciaire, en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), de deux individus, un Gabonais et un Roumain, soupçonnés de faire partie d'un groupe présumé de pirates de lignes téléphoniques, via la Simbox, attire l'attention sur un phénomène peu connu du public gabonais. Pourtant, cette pratique existe depuis longtemps dans certains pays africains, à l'instar du Cameroun, où il s'est développé il y a dix ans de cela, confie un technicien de l'Arcep. « *Mais fort heureusement, pour le Gabon, l'autorité de régulation possède un dispositif technique de dernière génération pour déceler ces fraudes* », soutient-il.

Le principe de fonctionnement de ces opérateurs frauduleux procède d'une certaine ingéniosité. En effet, avec la complicité des associés situés dans les pays étrangers, véritables propriétaires du business, les gérants de ces installations au Gabon détournent les appels téléphoniques émis depuis l'étranger à destination du Gabon, en faisant emprunter des chemins non déclarés et frau-

duleux. Les fraudeurs présumés se procurent plusieurs cartes sim, de différentes maisons de téléphonie mobile installées sur le territoire national, qu'ils insèrent dans une Simbox (un appareil qui a la forme et la dimension d'un lecteur DVD et qui peut recevoir jusqu'à cent cartes sim de différents opérateurs) envoyé clandestinement par le complice qui se trouve dans un pays autre.

Une fois le matériel sur place, ils connectent alors la Simbox à internet, à travers un ordinateur. Ce qui leur permet de détourner facilement les appels venant de l'étranger, par des voies non déclarées, en les transformant en appels locaux. Les conséquences dues à cette piraterie sont telles que les clients enregistrent la mauvaise qualité du service, à cause du fort taux d'appels provenant de l'extérieur sans régulation.

MILLIARDS DE PERTES* L'opération semble être très rentable pour les fraudeurs, au regard des explications fournies par le technicien de l'Arcep. En effet, il y a quelques mois, du côté de Port-Gentil, un fraudeur a avoué avoir reçu en termes de recette la somme 300 millions dans l'année. « *Chaque minute d'appel international entrant détournée par un réseau de trafiquants se facture à 137 francs. Et on en compte plusieurs millions de minutes comme cella-là. Les plus gros bénéfices sont à l'actif du complice situé à l'extérieur, véritable propriétaire du business. La crainte est surtout de savoir si ces installations clandestines ne sont pas exploitées à d'autres fins, en plus de la terminaison d'appels internationaux* », s'inquiète notre technicien de l'Arcep. Ces fraudes, toujours selon



Photo : D.R

Le président de l'Arcep, Lin Mombo (c) lors de la réunion consacrée à la lutte contre la fraude téléphonique.

le technicien, sur le plan économique, occasionnent des milliards de pertes à l'Etat, qui enregistre une baisse des taxes, et aux opérateurs de téléphonie mobile, qui observent une baisse de leur chiffre d'affaire. Tandis que les fraudeurs s'en mettent plein les poches.

LUTTER EFFICACEMENT* Lors des campagnes de contrôle sur le territoire national des équipes techniques de l'autorité de régulation, plusieurs sites exploités par des individus ont été localisés, aussi bien à Libreville qu'à Port-Gentil. Pour échapper à tout soupçon, les fraudeurs présumés installent le matériel dans des zones difficiles d'accès, à l'abri de tout regard. Les deux dernières arrestations ont d'ailleurs été effectuées l'une, dans les dédales du quartier Rio, dans le 3e arrondissement de Libreville, où le gérant a discrètement placé son matériel dans le salon de coiffure de sa sœur, sans que celle-ci n'en soit informée. L'autre, habitant au Pk 10 a, pour sa part, posi-

tionné son matériel dans un ravin. « *Heureusement que l'Arcep possède des équipements de haute technologie, qui permettent de repérer ces machines, même enfouies sous terre* », vante-t-il.

Pour lutter efficacement contre ce fléau en territoire gabonais, l'Arcep mène depuis plusieurs semaines des campagnes de sensibilisation auprès des populations, afin de les dissuader à prendre des risques qui pourront les conduire inexorablement en prison. En effet, comme l'a expliqué un responsable de cette autorité de régulation, ce sont les gérants du matériel qui payent souvent le lourd tribut. Car, ces derniers se contentent juste de percevoir les transferts d'argent que les complices leur déversent, sans pour autant prendre la peine d'en savoir les contours.

Cette campagne invite les populations à coopérer avec les autorités de l'Arcep, afin de dénoncer toute personne suspectée de se livrer à ces activités frauduleuses.



Photo : AEE

Le matériel électronique facilite beaucoup les activités des fraudeurs.